



Amiante, ce mal invisible qui guette les écoliers



(Source: Fotolia)

- Une substance hautement cancérigène, toujours pas prise au sérieux
- 30.000 classes potentiellement contaminées
- Les salles en préfabriqué en milieu rural et urbain, les plus concernées

Pages IV & V

Souffrances au bureau Les dégâts de la réorganisation du travail

EVALUATION des performances individuelles, open space, perte de savoir-vivre ensemble, ... la transformation de l'organisation du travail ces dernières années a conduit à un véritable mal-être des salariés. Evoluer en milieu professionnel demande aujourd'hui une forte résilience au stress et aux différentes pressions exercées. Les souffrances mentales sont par conséquent devenues tout aussi importantes que celles physiques. Elles engendrent aussi toute une série de pathologies insoupçonnées. □

Page III

■ La caravane de formation de Lafarge reprend la route

Page II

■ La chaire Edgar Morin de la complexité fait escale à Marrakech

Page VI

■ L'entreprise face à ses «tabous»

Page VII

Toujours peu de compétences dans le BTP

• Une majorité de travailleurs non qualifiés, sans diplôme

• Lafarge reprend sa caravane de formation, inédite dans le secteur

• Plus de 3.000 ouvriers du bâtiment ciblés dans 30 villes

POURQUOI pas une stratégie globale de formation, initiale et continue, pour le secteur du BTP? La question sonne comme une évidence au regard du manque cruel de compétences dans le secteur. «S'il y a un secteur où nous avons du mal à percer, c'est bien celui du BTP, car aucune qualification n'est exigée pour y exercer. En matière de formation continue aussi, ses entreprises ne bénéficient pratiquement pas des contrats spéciaux de formation», a relevé M'barek Boufoussi, directeur régional Chaouia-Tadla-Settat de l'Ofppt, jeudi dernier à Casablanca, à l'occasion de l'annonce de la reprise de «Kafilat takwine». Il s'agit de la première caravane de formation du secteur lancée par

le cimentier Lafarge Maroc, en partenariat avec l'Ofppt.

La première édition, initiée en no-

plus de 3.000 autres dans une trentaine de villes sont ciblés. «Les travailleurs du BTP sont professionnellement instables.

de les aider à rehausser le niveau de leurs ouvriers», explique Seddiq Hassani, directeur marketing de Lafarge Maroc. «Par ailleurs, même si le ciment est un produit normalisé, l'utilisateur doit être vigilant quant à son dosage. Un béton mal dosé, par exemple, peut être extrêmement dangereux», poursuit-il.

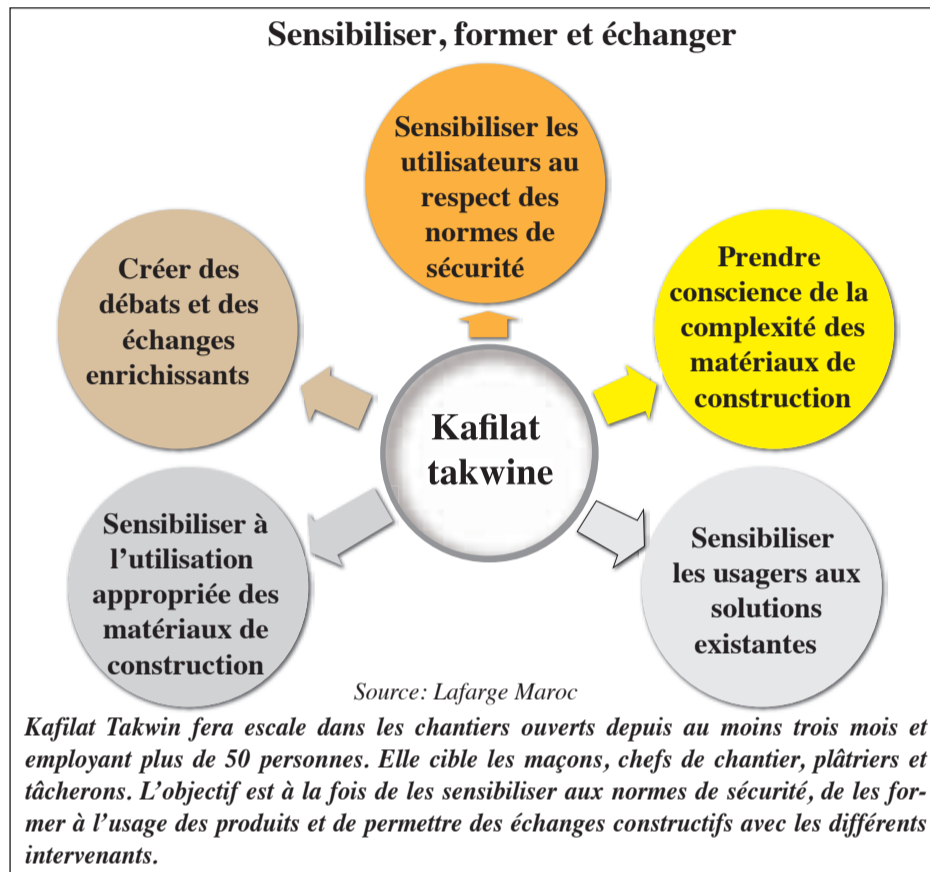
La caravane propose cinq modules de formation: mortier, béton, plâtre, ciment et sécurité.

«Les travailleurs sont généralement formés sur le tas. Le savoir-faire acquis se transmet d'une personne à l'autre, et il finit par se dégrader», témoigne Abdellah Dayi, ingénieur conseil en formation de l'Ofppt. Ils font souvent mal les choses et ne sont pas vraiment contrôlés. Ils exercent aussi dans des conditions difficiles et ne sont pas toujours protégés sur les chantiers. C'est d'ailleurs la catégorie professionnelle la plus exposée aux accidents du travail au Maroc. Pourtant, ils représentent pas moins de 9% de la population active, soit près de 1 million de personnes.

L'Ofppt suggère que l'accès au secteur soit conditionné par une certification, comme ce fut le cas il y a quelques années pour les électriciens de l'ONEE. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com



vembre 2013, a permis de toucher plus de 2.500 ouvriers du bâtiment dans 35 villes (80 jours, 250 chantiers). Pour cette deuxième campagne, qui a démarré le 2 mars,

Ils changent d'activité en fonction des opportunités. Par conséquent, les entreprises n'arrivent pas à capitaliser sur leur savoir-faire. Il était important pour nous

Les patrons misent sur l'innovation

L'INNOVATION sera au centre de la bataille de l'Association pour le progrès des dirigeants (APD). Cette orientation s'intègre parfaitement dans un contexte de plus en plus marqué par la promotion des start-up et de l'auto-entrepreneuriat. Jeudi 26 février 2015, la structure a relevé les grands challenges qui attendent le monde de l'entreprise. L'innovation sera l'un des leitmotifs des businessmen. «Dans un environnement de plus en plus concurrentiel et ouvert aux investissements étrangers, la création de valeur ajoutée, notamment technologique, sera le seul élément différenciateur à la portée des entreprises marocaines», explique d'entrée Mohamed Ghali Berrada, économiste et ancien ministre des Finances. «Au moment où les perspectives de croissance s'annoncent favorables, seules les entreprises saines et restructurées pourront en profiter», déclare, pour sa part, Rachid Tlemçani, directeur général de H2Dev. Cette quête de valeur ajoutée est beaucoup plus intense dans les métiers de pointe. C'est le cas par exemple pour l'industrie aéronautique naissante marocaine. «Notre principal challenge est d'augmenter le niveau de valeur ajoutée par la formation et le foisonnement industriel», explique Christophe Delque, DG de Ratier Figeac,

une entreprise spécialisée dans l'aéronautique. Pour ce dernier, l'approche d'écosystèmes portée par le Plan d'accélération industrielle (PAI) devrait favoriser une croissance des investissements industriels.

Le secteur des TIC est aussi concerné par ce défi. Selon Aziz Dandane, DG de S2M, «relever le challenge technologique passera forcément par la mise à niveau des entreprises, la formation des ressources humaines et une forte interaction avec l'international». L'entreprise, spécialisée des technologies de la monétique, vient de lancer un nouveau business unit pour les cartes brandées Union international paiement (UIP), illustration de son ouverture aux économies asiatiques qui profitent de plus en plus de la « désoccidentalisation » du système financier mondial. Le monde du « tout numérique » est aussi un des défis qui attendent les patrons marocains.

Pour Nadia Fassi Fihri, on assiste à une véritable « transformation digitale des entreprises », passant de la communication à la e-réputation. L'on constate aussi l'émergence de nouvelles organisations et nouveaux métiers tel le community managing. □

Safall FALL

Huit nominations à de hautes fonctions

• 4 postes pour 2 ministères, 4 postes pour l'université Cadi Ayyad

PRÉSIDENT par le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, le Conseil du gouvernement vient de confirmer la nomination à de hautes fonctions politiques et générales, et ce, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution. Pour le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, Abdelkader Amrani Mansouri Idrissi est nommé directeur des ressources et des systèmes d'information. Au sein du ministère de l'Urbanisme et de l'aménagement du territoire national, trois postes sont pourvus. Il s'agit de Badia El Karoui qui devient directrice de la communication, de la coopération et des systèmes informatiques, Reda Guenoun, qui devra assurer ses nouvelles fonctions en tant que directeur urbain et Ahmed Tibai directeur de l'appui au développement spatial, au sein de ce même ministère.

Quatre autres nominations approuvées concernent l'université Cadi Ayyad (UCA) de Marrakech, qui réunit 13 établissements implantés sur deux régions et couvrant les 4 villes universitaires de Marrakech, Kalaa des Sraghna, Essaouira et Safi. Au poste de directeur de l'école supérieure de technologie d'Essaouira, a été nommé Belaid Bougadair, alors que le professeur El Hassan Boumaggard rejoint la Faculté poly-disciplinaire de Safi en tant que doyen. Dans deux établissements de l'UCA à Marrakech, Moha Tourira a été nommé doyen de la Faculté des Sciences et Techniques et Mohamed Bouskraoui, doyen de la Faculté de médecine et de pharmacie. □

S. J.

Ces maladies insoupçonnées... dues au travail!

■ Cela peut aller du «Karôchi» au suicide au bureau...

■ Comportements violents, toxicomanie, dopage...

■ Ceci est le résultat du changement de l'organisation du travail

«C'est pas parce que nous avons une expérience du travail que nous sommes capables de savoir ce que c'est». Le constat de Christophe Dejourns, psychiatre et psychanalyste français, lors d'une rencontre tenue, vendredi dernier, à l'École de gouvernance et d'économie (EGE) à Rabat, est déroutant. Il remet en question certaines certitudes et met à l'épreuve une série d'idées reçues sur le monde professionnel. Ce spécialiste de la psychodynamique du travail a mis l'accent sur le vécu des employés et ses répercussions sur leur vie. Surtout face au grand changement qu'a connu l'approche



Le développement de l'organisation du travail, basée sur la compétition et l'évaluation individuelle, s'est traduit par un impact négatif pour la santé des employés, avec l'augmentation des pathologies mentales diagnostiquées chez cette catégorie (Conception Fotolia)

clinique du travail. Car, «au début, les spécialistes se focalisaient surtout sur les souffrances physiques au travail, notamment à cause de la prédominance des accidents», a rappelé Dejourns. Mais l'évolution les a conduit à s'intéresser à d'autres sujets qui intéressent plus la catégorie des ingénieurs

et des gestionnaires des ressources humaines. «C'est le début de la conception du facteur humain dans le monde professionnel», a-t-il précisé. Le psychanalyste a insisté sur le caractère décisif des changements qui ont marqué le milieu professionnel durant les dernières décennies, à travers ce qu'il a appelé «le tournant gestionnaire». Il a estimé que la situation actuelle est le résultat du passage de «la définition de l'organisation du travail des mains des ingénieurs aux gestionnaires». Or, «ces dernières ne connaissent pas le travail, et sont plutôt préoccupées par la

gestion. C'est ce qui s'est traduit par l'apparition de nouveaux modes d'évaluation, notamment individuelle». C'est dans ce cadre que la souffrance mentale est devenue aussi prédominante que celle physique. Christophe Dejourns a répertorié une série de grandes familles de pathologies liées au travail. Il s'agit notamment de la surcharge. Plusieurs cadres d'entreprises ont décédé suite à un «Karôchi», qui est une hémorragie cérébrale qui survient chez des personnes n'ayant aucun facteur de risque. Idem pour les troubles musculo-squelettiques ou encore l'addiction au dopage. Une autre pathologie est liée aux agressions dont sont victimes les employés ou les fonctionnaires, de la part des clients, des usages ou encore des élèves. D'ailleurs, plusieurs cas de violence à l'égard des instituteurs et des professeurs ont été enregistrés au Maroc, au point que ce phénomène devient de plus en plus préoccupant. La perte d'emploi génère également d'autres pathologies. Celles-ci donnent souvent lieu à des dépressions, et conduisent à la toxicomanie et au développement de comportements violents. Ces dépressions peuvent aller jusqu'au suicide dans des cas extrêmes. Plusieurs exemples avaient défrayé la chronique ces dernières années concernant des suicides sur le lieu du travail au sein de certains grands groupes internationaux. □

M. A. M.

Pour réagir à cet article :
courrier@leconomiste.com

■ Les managers créent leur réseau

Après les spécialistes du marketing et de la communication, c'est au tour des experts du management de créer leur réseau. L'Association marocaine du management (AMM) vient de voir le jour. Présidée par le directeur de l'école doctorale de l'Iscae, Rachid M'Rabet, elle compte parmi ses membres des managers et experts de renom. Comme Abderrahmane Rami, directeur du Laboratoire international de la recherche en éducation et formation, Mohamed Hdid, ancien président de la commission fiscale de la CGEM et Rachid Belkahia, membre de l'Association marocaine de comptabilité, tous vice-présidents. Issam El Maguiri, président de l'Ordre des experts comptables de Casablanca a été nommé SG. Parmi les membres l'on compte aussi le rédacteur en chef de L'Economiste, Mohamed Benabid et le directeur de développement du Centre marocain de conjoncture, Tarik El Malki. L'AMM se fixe comme objectif «d'aider le management marocain à développer ses capacités, à structurer ses objets, son champ, ses savoirs et ses pratiques».

■ Les salariés tangerois «trop stressés»

C'est ce qui ressort de l'enquête 2015 de l'Institut des ressources humaines Intégral, dont les détails seront révélés le 20 mars prochain, à l'occasion de la journée mondiale du bonheur et du bien être. Le développement industriel de la région ne semble pas s'opérer sans dégâts. L'IRH Intégral parle même d'un «problème de santé publique» qui dépasse les niveaux enregistrés dans certains pays industrialisés. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 500 salariés exerçant dans les différentes zones industrielles de la région Tanger-Tétouan. 70% d'entre eux affirment souffrir du stress au travail et près de la moitié disent avoir développé des pathologies à cause de leur fonction. Les raisons sont surtout liées à la charge de travail (75%) et à la mésentente avec le supérieur hiérarchique (31%). Les entreprises pourraient en payer le prix. Près du quart (24%) des salariés stressés souhaitent quitter leurs entreprises à court ou moyen terme, et 45% estiment qu'un conflit social pourrait intervenir dans les mois qui viennent.

■ Les élèves ingénieurs se penchent sur le Plan Maroc Vert

Le Plan Maroc Vert sera au centre du Forum organisé par le Cercle des élèves ingénieurs de l'École nationale d'agriculture de Meknès. Forum-ENAM, dont la 11e édition est prévue le 2 avril prochain, mettra l'accent sur le rôle des ingénieurs agronomes dans ce vaste chantier. □

La lente agonie du savoir vivre ensemble

■ Les pathologies mentales naissent d'une crise d'identité

LA transformation de l'organisation du travail est la source de plusieurs changements dans le comportement des employés. Christophe Dejourns a mis l'accent sur l'influence de l'open space et de la consécration de l'évaluation individuelle. Car, «la santé mentale ne dépend pas que de la personne, mais elle repose beaucoup sur ses collègues», a-t-il expliqué. Or, «aujourd'hui, les relations sont empoisonnées au sein du travail. Car, le succès de mon collègue n'est plus dans mon intérêt, dans la mesure où tous les deux sont en concurrence», a-t-il fait savoir. C'est ce qui s'est traduit par «une perte du savoir vivre ensemble, dans la mesure où le modèle relationnel développé dans le milieu professionnel est étendu aux autres rapports sociaux», a indiqué Dejourns. Surtout face à la centralité du travail dans la vie de chaque personne. Car, «il s'agit d'une deuxième chance pour mettre son identité, incomplète, à l'épreuve», a-t-il dit. D'ailleurs, ce psychanalyste a rappelé que «celle-ci est l'ossature de la santé mentale. Les pathologies sont nées d'une crise d'identité». Il s'agit là de l'une des dimensions de ce qu'il qualifie de «centralité du travail». Celle-ci concerne aussi les inégalités et les rapports de domination entre les hommes et les femmes. Mieux, la dimension politique est liée au fait que «le travail participe à l'évolution de la cité entière». Christophe Dejourns a aussi insisté sur la dimension du travail en tant que source de production de nouvelles connaissances. C'est pour cela qu'il a estimé que «le travail peut générer le pire, mais aussi le meilleur». D'ailleurs, «l'emploi est considéré dans plusieurs pays comme une thérapie dont l'objectif est d'assurer une insertion sociale de certaines personnes». □

M. A. M.

Education: Les warnings de la Banque mondiale

■ Centralisation du système, qualité des profs, décrochage...

■ L'institution tournera son futur appui vers la gouvernance et les actions «locales»

■ Le diagnostic SABER Enseignants, bientôt déployé au Maroc

LA Banque mondiale fait partie des institutions internationales qui ont le plus soutenu le Maroc dans son long chantier de réforme du système d'éducation. Sur la période 2010-2013 uniquement, la Banque a accordé une enveloppe de près de 200 millions de dollars. Mais le retour sur investissement n'est pas vraiment au rendez-vous.

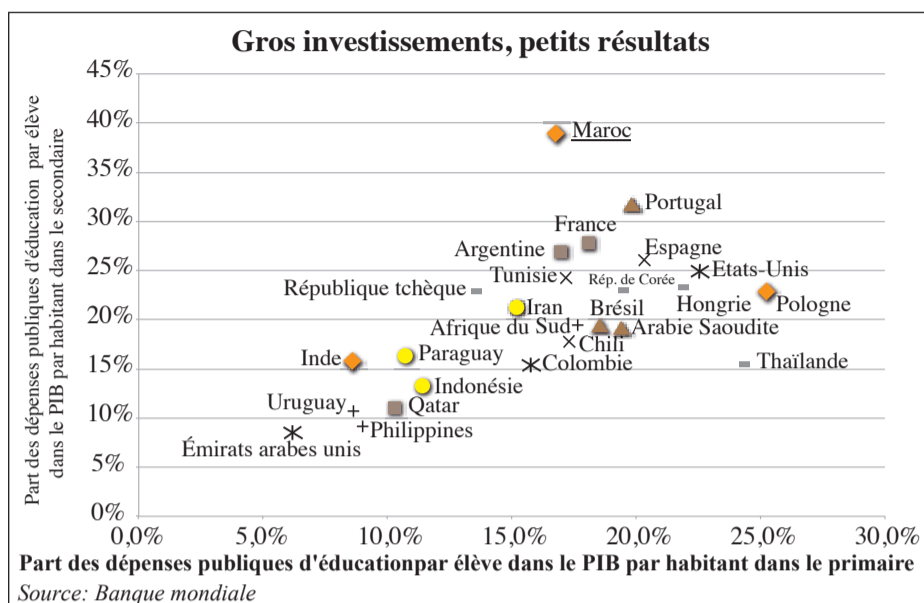
Le Maroc se classe parmi des pays qui investissent le plus dans l'éducation, sans arriver pour autant à atteindre les objectifs qu'il se fixe. «Le pays a investi 25% de son budget par an et 5,5% de son PIB dans l'éducation. Cet effort a été maintenu tout au long des 15 dernières années», précise Kamel Braham, coordonnateur du programme de la Banque mondiale pour l'éducation, la santé et la protection sociale dans les pays du Maghreb.

Apprentissage des langues: Une question trop politisée

LES performances des élèves en langues restent faibles. L'école n'a tout simplement pas encore trouvé la bonne formule d'apprentissage. Entre darija, arabe classique, amazigh et français, le choix est difficile. «Dans plusieurs pays, les élèves démarrent leur scolarité avec une langue maternelle. Après 3 ou 4 années, ils basculent vers une deuxième langue. C'est le cas du Bénin qui compte une quarantaine de dialectes», rappelle Kamel Braham, coordonnateur du programme de la Banque mondiale pour l'éducation, la santé et la protection sociale dans les pays du Maghreb. «Au Maroc, accueillir les enfants au préscolaire avec la darija ou l'amazigh avant de passer à l'arabe et le français, ne devrait pas poser de problème. Le plus important c'est que les enfants apprennent une langue durant les premières années de leur scolarité et qu'ils la maîtrisent. Il est regrettable de constater que la question puisse parfois être située à un niveau politique, alors qu'il s'agit d'un débat de techniciens et de pédagogues», poursuit-il.

Le modèle d'enseignement des langues doit changer. Une étude réalisée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans la région de Doukkala-Abda en 2012 avait révélé des résultats alarmants. En matière de compréhension écrite d'un texte en arabe classique, plus du tiers (36%) des élèves de 2e année du primaire et près du quart (23%) de ceux de 3e année n'y ont rien compris. □

L'institution ne cache pas son inquiétude quant aux failles qui minent le système depuis des années. A commencer par l'abandon scolaire (voir illustration). Cela se voit clairement dans les taux de scolarisation qui passent de 99,5% au



Sur un total de 25 pays, le Maroc se classe premier en matière de dépenses publiques d'éducation par élève, rapportées au PIB par habitant. Elles s'élèvent à près de 17% au primaire et elles frôlent les 40% dans le secondaire. Globalement, le pays investit 25% de son budget et 5,5% de son PIB par an pour l'éducation. Ce qui est largement au dessus de la moyenne internationale

primaire (2014-2015), à 87,6% au collège et à 61,1% au lycée. Dans le supérieur le taux chute à environ 16%.

La question de la forte centralisation du système figure aussi parmi les points de préoccupations de la Banque. Les écoles et les Académies régionales de formation et d'éducation (Aref), de même que les universités et les centres de formation professionnelle, n'ont que peu de marge de manœuvre pour lancer des initiatives innovantes ou nouer des partenariats avec le secteur privé. Les formalités administratives retardent ou

d'autres prérogatives, comme la gestion du budget régional, les conseils disciplinaires... mais le pouvoir décisionnel est resté concentré au niveau central», regrette Ibrahim Baamrani, chercheur en éducation, ancien délégué de l'Education nationale.

été concrètement appliquée, ou encore la pédagogie d'intégration, abandonnée en cours de route.

Les professeurs s'absentent, par ailleurs, trop par rapport à la moyenne régionale (voir L'Economiste du 17 février 2015). «Dans l'ensemble de la région, les élèves ne passent en moyenne que 800 heures par an en cours, contre 1.200 heures dans les pays les plus performants en matière d'éducation. Si on ajoute à cela un taux élevé d'absentéisme du corps professoral, il ne faut pas s'étonner que les enfants maîtrisent peu le programme», fait remarquer Braham.

Les rapports internationaux TIMSS et PIRLS, évaluant les performances des élèves du primaire et du collège en lecture et sciences montrent, en effet, le faible niveau des élèves marocains en connaissances de base (avant derniers, devant ceux du Yémen!). Ce qui a été confirmé par le Programme national d'évaluation des acquis (PNEA) de 2009. Les élèves de tous les niveaux y ont enregistré un score inférieur à 50/100. «Il est impératif de bien former les enseignants et de pouvoir les retenir, les évaluer et les motiver. Sans oublier la nécessité d'un dispositif de sanctions effectif», insiste l'expert de la Banque

Toujours trop d'abandon scolaire

Taux d'abandon au collège	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Total	13,4%	13,1%	12,3%	10,8%	10,4%	9,3%	10,6%
Garçons	14,9%	14,0%	14,3%	11,7%	11,2%	10,6%	11,7%
Filles	11,5%	11,9%	11,1%	9,6%	9,3%	7,6%	9,2%

Source: Banque mondiale

Entre le primaire et le secondaire, 200.000 à 300.000 élèves quittent chaque année le système scolaire. Au collège, par exemple, malgré une légère amélioration, le taux reste élevé, se situant à 10,6% en 2013-2014. Au primaire, il tourne autour de 3%, contre près de 11% pour le lycée. Le taux de redoublement reste également inquiétant. Il se situe à quelque 15% au collège et au lycée

Pour son appui futur au Royaume, l'institution de Bretton Woods compte d'ailleurs se focaliser sur l'amélioration de la gouvernance du système. Un chantier qui n'a que peu évolué sur les dernières années. Elle prévoit aussi de sortir de son approche macro, en soutenant des actions locales, directement menées auprès des écoles.

La qualité du corps enseignant fait également partie des aspects décriés. Pour la généralisation de la scolarisation, le Maroc a recruté à tour de bras, pendant des années, des profils sur la base d'un simple diplôme universitaire. Faiblement qualifiés, ils ne sont pas à même de déployer les approches pédagogiques introduites par la tutelle. Ce fut, par exemple, le cas avec l'approche par compétence, qui n'a jamais

mondiale. Cela ne serait, cependant, pas possible sans une réelle autonomie des établissements. La gestion des ressources humaines et l'évolution des carrières des fonctionnaires de l'éducation dépendent directement du ministère. Les écoles n'ont donc que peu de moyens pour motiver leurs profs.

La Banque mondiale dispose d'un outil de diagnostic baptisé SABER Enseignants (Système d'Evaluation et d'Analyse Comparative des Résultats de l'Education), permettant de relever les dysfonctionnements. Il sera bientôt déployé au Maroc. □

Ahlam NAZIH



Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Amiante à l'école, le chantier oublié de la réforme?



■ 30.000 classes en préfabriqué potentiellement contaminées

■ A la fois en milieu rural et urbain, mais sans pour autant inquiéter!

■ Une association s'attaque au désamiantage d'établissements, mais se heurte à la bureaucratie

DE l'amiante dans les écoles! Oui, les fibres de ce produit minéral hautement cancérigène circulent encore dans l'air de nombreuses écoles au Maroc. L'amiante ne fait plus la Une des journaux comme ce fut le cas vers la fin des années 90, mais cela n'en fait pas moins une substance dangereuse qui continue de menacer la santé des écoliers.

Le produit, dont les effets sur la santé n'apparaissent qu'au bout de 20 à 40 ans, n'est plus utilisé dans les nouvelles constructions, certes. Mais il demeure dans les anciennes. «Le recours à l'amiante est aujourd'hui interdit au Maroc, mais le produit est toujours présent dans les anciens établissements. Il n'y a cependant pas de procédure spéciale pour leur remplacement, comme ce fut le cas en Allemagne ou en France, où des facultés ont été démolies et reconstruites car contaminées», relève Abdelouahed Mountassir, président du Conseil national de l'Ordre des architectes.

L'amiante est surtout incorporée au préfabriqué, qui est utilisé le plus souvent dans les écoles dites «satellites» montées dans les régions rurales. Ces unités sont au nombre de 13.000. Elles représentent plus de la moitié des établissements scolaires publics au Maroc (les écoles en dur sont estimées à 10.364). Les articles de L'Économiste au milieu des années 90 ont contribué largement au processus de conscientisation autour de l'amiante. Processus qui a abouti aux premières réglementations pour limiter le risque (cf. www.leconomiste.com).

Le préfabriqué demeure aussi courant en milieu urbain. Pour faire face au boom démographique dans les grandes villes, certaines Académies régionales d'éducation et de formation (Aref) ont dû y recourir, car rapide à mettre en place, et surtout pas cher. Au total, entre le milieu



Respectivement, les photos d'une classe de cours contaminée, de la «cuisine», dont l'air est également contaminé par les fibres d'amiante, du «réfectoire» et des «toilettes», du groupe scolaire Deroua-Nouaceur. Ces photos datent d'il y a un an (Ph. Zaynoo)



rural et urbain, il existe près de 30.000 classes en préfabriqué au Maroc. Selon le ministère de l'Éducation nationale, ces salles n'accueillent pas d'élèves dans les villes. Elles sont le plus souvent affectées à l'administration ou à d'autres usages. Ce qui n'enlève rien à leur dangerosité...

Pourtant, il existe bel et bien des classes en préfabriqué utilisées comme salles de cours dans les villes. C'est le cas d'une école de la commune urbaine de

qui œuvre pour l'égalité des chances des jeunes, a découvert la contamination des lieux (confirmée par le Laboratoire européen d'analyses environnementales) en préparant un projet de réhabilitation de l'école. «La quantité de fibres par litre d'air trouvée est supérieure à la valeur limite de 5f/l. Cela devrait entraîner la fermeture immédiate des lieux. Mais personne ne semble mesurer la gravité de la chose», regrette El Hyani.

a reçu l'accord de l'Éducation nationale. Après 8 mois de tergiversations, la municipalité exige une preuve démontrant qu'aucun changement dans le plan de l'école ne sera opéré. L'association, active dans plusieurs domaines (formation, culture, coaching des jeunes, sport...), a donc dû faire appel à un bureau d'études pour l'accompagner. En attendant, les élèves continuent d'être exposés aux fibres d'amiante.

Le ministère dit disposer d'un programme de remplacement du préfabriqué par des constructions en dur. Quel en est l'état d'avancement? Qu'advient-il des unités contaminées? Nos questions sont restées sans réponse. En l'absence du directeur en charge de ce dossier au ministère, «en mission à l'étranger», la tutelle a préféré ne pas faire de commentaire sur ce sujet «sensible»...

Pour l'instant, le dossier ne semble

Les dangers

LE cancer des poumons, celui de la plèvre (membrane entourant les poumons), appelé mésothéliome, et l'asbestose (s'attaquant aux alvéoles des poumons), ce sont les principaux types de cancer provoqués par les fibres d'amiante. Ces particules, jusqu'à 500 fois plus fines qu'un cheveu, une fois inhalées, se déposent au fond des poumons et sont susceptibles de migrer dans l'organisme. Elles peuvent ainsi engendrer une transformation cancéreuse des cellules, même à faibles doses. La maladie ne se déclare que 20 à 40 ans après. L'amiante est surtout utilisée pour ses propriétés isolantes et sa capacité à rendre les produits combustibles ininflammables. Deux types (tous deux cancérigènes) sont d'usage dans l'industrie, le chrysotile et le groupe des amphiboles. □

pas inquiéter. L'amiante et le danger qu'elle représente restent aussi largement ignorés par le public. □

Ahlam NAZIH

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Plus de 15.000 écoles réhabilitées entre 2009 et 2014

Indicateurs	Cycle	Total	Total général
Mise à niveau des établissements scolaires (Ecoles primaires (y compris écoles satellites), Collégial et qualifiant)			
Etablissements mis à niveau (réhabilitation, extensions, murs de clôture, latrines, bac à eau et citerne, eau potable, électricité, assainissement, fosses septiques, panneaux solaires)	Primaire	13.222	15.343
	Collégial	1.244	
	Qualifiant	877	
Nombre des établissements scolaires ayants bénéficié du renouvellement d'équipements scolaires	Primaire	1.910	3.065
	Collégial	645	
	Qualifiant	510	

Source: MEN

Il existe près de 23.364 établissements scolaires publics au Maroc. Entre 2009 et 2014, quelque 15.343 ont été réhabilités. Le préfabriqué ne rentre pas dans cette opération, puisqu'il est censé être remplacé. Par ailleurs, 7.730 écoles ont été mises en maintenance préventive et 224 internats ont bénéficié d'une remise à niveau

Deroua (groupe scolaire Deroua-Nouaceur), dans la province de Berrechid. «L'école construite par des Américains en 1948 compte plus de 1.400 élèves. Ses classes ne correspondent pas aux normes de qualité et ses six toilettes insalubres n'ont pas de porte. La toiture de deux de ses classes ainsi que celle du réfectoire où se restaurent les écoliers sont contaminées à l'amiante», témoigne Kawtar El Hyani, président de Zaynoo. Cette association,

L'association a donc décidé de désamianter l'établissement, en partenariat avec une société française spécialisée (Safair) qui offre gracieusement son service. L'opération consiste en la décontamination des salles et la pose de «panneaux en sandwich» afin d'isoler le produit. Le coût tourne autour de 29.400 euros. Zaynoo se heurte, cela dit, depuis juin 2014 à des blocages administratifs qui empêchent l'aboutissement du projet, même si elle

L'Université Euromed lance son cycle de conférences

■ **Raison, déraison, innovation technologique... pour ouvrir le débat à Fès**

■ **Une fois par mois, un prix Nobel sera invité à répondre aux étudiants**

L'UNIVERSITÉ Euro-méditerranéenne de Fès a inauguré, vendredi 27 février, son «cycle de conférences 2015», en invitant de grandes figures du monde scientifique et académique. Il s'agit respectivement du Pr. Catherine Bréchnac, secrétaire perpétuelle de l'Académie de sciences de la République française, et du Dr. François Guinot, président du Groupe inter-académique pour le développement. La première intervenante a animé une conférence captivante sur le thème: «Science et société: raison et déraison», alors que Guinot a fait un brillantissime exposé sur «L'innovation technologique comme facteur de progrès des sociétés humaines». Ces deux interventions ont été vivement appréciées par le public venu nombreux écouter et réagir à deux grands



L'Université citoyenne de l'UEMF a invité le Pr. Catherine Bréchnac, secrétaire perpétuelle de l'Académie de sciences de la République française (à gauche), et le Dr. François Guinot, président du Groupe inter-académique pour le développement (à droite), à l'ouverture de son cycle de conférences 2015. L'assistance était au rendez-vous (Ph. YSA)



experts. Intervenant aussi, le consultant en économie, Abdou Jouahri, a tenté de cerner la question de l'interrogation éthique et de

la relation entre la fin et les moyens. Il a aussi fait le lien entre l'éthique des affaires et de l'entreprise, et le questionnement

individuel avec la notion d'individu qui triomphe dans le post-modernisme. Enfin, il a rappelé que l'interrogation éthique est une construction permanente des individus et que les études supérieures constituaient un des moments de cette construction.

En tout cas, cette rencontre a été une véritable cure de savoir et d'échange. «En organisant ce cycle de conférences tout au long de l'année 2015, l'UEMF entend confirmer ainsi une de ses principales vocations, celle de diffuser le savoir, la science et la culture et de faire en sorte qu'ils soient accessibles à tous», indique Mustapha Bousmina, président de l'UEMF. Et d'ajouter, «une fois par mois, un acteur de notoriété publique, connu et reconnu, sera invité à traiter une de ces questions qui préoccupent la société et répondre aux interrogations du public, sur des thématiques originales vivantes et accessibles». L'Université donne ainsi rendez-vous à son public, le 2 avril prochain, pour une nouvelle conférence intitulée: «Histoire de la chimie» et animée par le prix Nobel de chimie, le professeur Jean Marie Lehn. □

Youness SAAD ALAMI

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

Débat de sociologues à Cadi Ayyad

■ **L'Université de Marrakech lance aussi son cycle de conférences**

■ **1re chaire de la complexité à l'international autour des "Relations Islam-Occident"**

POUR une première à l'international, la chaire Edgar Morin de la complexité de l'ESSEC-Paris choisit le Maroc. En partenariat avec l'Université Cadi Ayyad (UCA) de Marrakech, et au sein de son établissement, le philosophe français Edgar Morin débat avec le sociologue Alain Touraine des «Relations Islam-Occident». Un sujet bien sûr motivé par l'actualité. Les attentats parisiens de janvier dernier ont ainsi ouvert des débats qualifiés de «sans tabou». Morin ne sait pas de quoi sera fait l'avenir proche. «La France explose après de longues périodes de léthargie. Elle est emportée par la crise économique, et une crise profonde de société, qui touche l'humanité de façon différente. Soyons inquiets, vigilants et pleins

d'espérance». Particulièrement au fait de la question des mouvements sociaux, Touraine parle du message le plus essentiel et «délivré de tout contenu critique négatif lié à l'exclusion, la liberté. La reine des vertus qui permet à toutes les différences de

d'humiliation qu'ils peuvent ressentir fait place à un sentiment de rejet. Décuplé chez certains jeunes qui, entre contrôle au faciès, ghettoïsation et délinquance, ne se sentent pas reconnus comme Français. Quelques-uns peuvent alors trouver la rédemption

les réductions». La mondialisation a pour conséquence de laisser de côté tout un pan des sociétés. «Le sentiment, comme l'exprime Touraine, qui domine le monde aujourd'hui est le rejet puisque le temps est à l'échec. Ne croyant plus en l'avenir, nous sommes menacés par une formidable vague de fermeture. Le monde arabo-musulman et le monde européen ont en commun de rejeter cet autre monde l'accusant de tous les maux». Un morne constat qui décrit un présent empreint de peur, de haine, d'isolement et de destruction. Un salut passera, pour le sociologue, par les croyances religieuses, nationales, spirituelles, dans la science et la technique, humanistes... «L'être fait de privation doit croire en l'au-delà, à condition que cette croyance ne se transforme pas en une croyance contre quelque chose ou quelqu'un. Cet au-delà ne doit pas être si lointain que l'ici-bas en perd son sens». Ne plus penser en termes de l'un ou l'autre, d'Orient ou d'Occident, du Nord ou du Sud... car voilà le danger. □

Les invités de mars

APRÈS Edgar Morin et Alain Touraine, le cycle de conférences de haut-niveau, organisé par l'Université Cadi Ayyad, invite en mars l'éminent théoricien de la sémiotique français, Tzvetan Todorov, qui viendra parler de «Civilisation et barbarie». Autre invité de taille, l'ex conseiller de François Mitterrand, économiste et écrivain, Jacques Attali, qui, rappelons-le, est la 2e personnalité française la plus suivie dans le monde sur LinkedIn et le 4e économiste le plus suivi dans le monde sur Twitter. □

vivre ensemble. Il faut, pour surmonter les difficultés, les obstacles, les traditions,... qu'existe la foi en la liberté, l'égalité et la dignité.» La France mosaïque cherche des réponses. Son histoire la plus ancienne témoigne de sa multi-culturalité. Au cours des siècles, des peuples très différents se sont intégrés, puis provincialisés. Pour les immigrants des pays du Maghreb, cette intégration est plus compliquée face aux souvenirs des colonisations et au traitement de défaveur de la Palestine. Le sentiment

et l'absolu dans les actes extrêmes d'une religion. Comment tout cela est perçu? Morin répond que «les structures mentales qui malheureusement dominent sont celles de la réduction. Nous réduisons une communauté à ce qu'elle a de plus violent, ce qu'elle a de pire, et qui est en même temps le plus manifeste. L'idée de la citoyenneté est liée à l'idée d'un esprit et d'une volonté. C'est parce que l'on veut être Français que l'on est Français, et non pas par le sang ou les chromosomes. Luttons donc contre

Stéphanie JACOB

Pour réagir à cet article: courrier@leconomiste.com

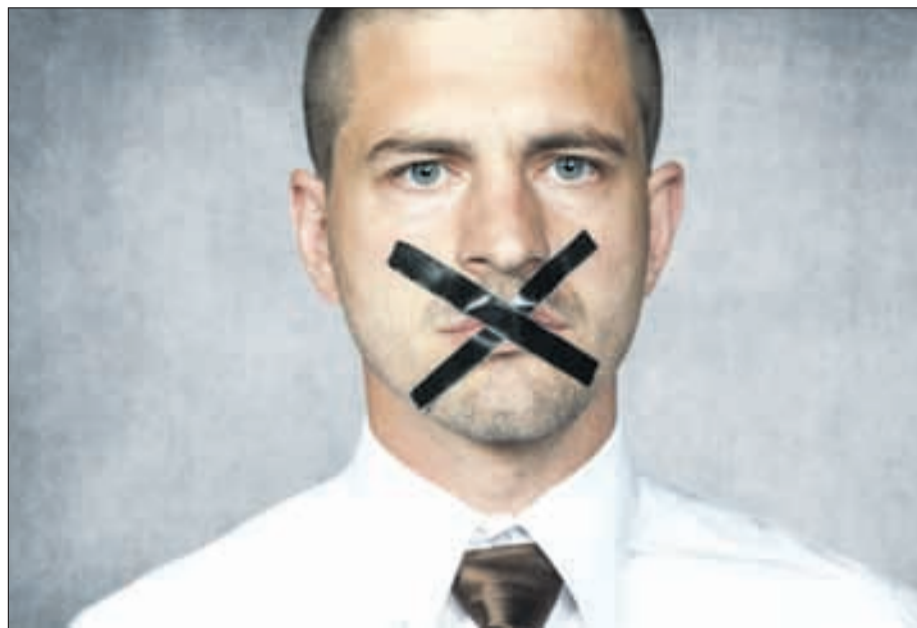
Comment briser les tabous dans l'entreprise

■ Addictions à l'alcool, religion, maladie, sexe... différentes catégories

■ Diagnostic, intervention méthodologique de conseil... les outils pour les dépasser

■ Un moyen de garantir l'équilibre économique de l'entreprise et l'épanouissement du salarié

IL existe encore aujourd'hui au sein de l'entreprise des sujets dont on ne doit pas parler par crainte, par pudeur ou encore par morale et ce, quels que soient sa taille et son secteur d'activité. Pour dépasser ces tabous, il est suggéré de mettre en œuvre des initiatives internes de sensibilisation et de régulation déployées par des partenaires sociaux. Un moyen de restaurer l'équilibre économique et social



Les tabous sont toujours présents en entreprise. Ils peuvent renvoyer à des addictions à l'alcool et aux drogues ou encore aux harcèlements moraux et sexuels. Pour les dépasser, il est conseillé de mettre en place des initiatives internes de sensibilisation et de régulation réalisées par des partenaires sociaux (Ph. Fotolia)

de l'entreprise et de contribuer à l'épanouissement du salarié.

Les tabous désignent tout ce qui est difficile, voire impossible à évoquer, à discuter ou à questionner dans une orga-

nisation sous peine de mettre en péril la cohésion de la communauté de travail, affirme Adib Chikhi, DG d'Altitude RH et Consultant en ressources humaines. Il en existe de nombreux types selon l'ex-

pert. Tout d'abord, les tabous peuvent renvoyer à des addictions à l'alcool, aux drogues ou encore aux médicaments. Il peut également s'agir de discriminations tels que les harcèlements sexuels, les harcèlements moraux ou encore les discriminations liées à la religion ou à la maladie, explique le spécialiste. Les tabous peuvent par ailleurs être liés aux salaires, aux primes, à l'échec, au sexe ou encore au licenciement.

Dépasser ou mettre fin à ces tabous est essentiel pour l'équilibre économique de l'entreprise et pour celui de ses équipes, explique Adib Chikhi. Ils constituent également une menace pour l'image de l'entreprise et pour la santé et la sécurité de ses employés. Banaliser ces sujets est donc vital pour mieux

Se confier pour en sortir

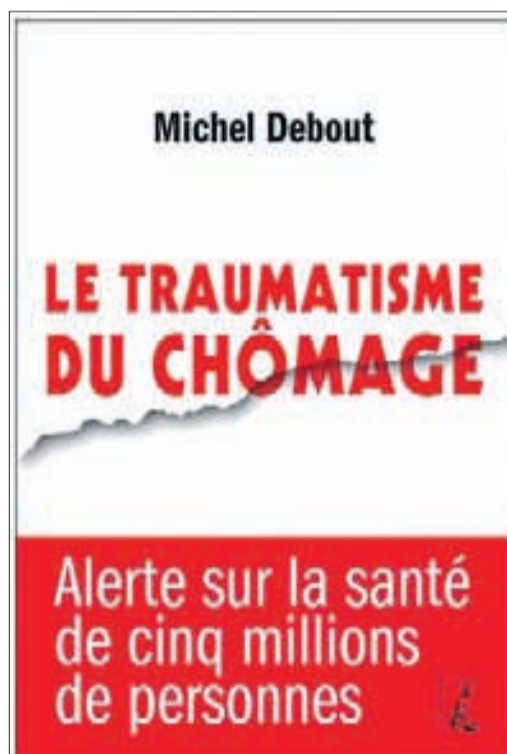
LES employés concernés peuvent parler de leurs tabous à leurs proches ou leur psychologue. Ils peuvent également en toucher un mot à l'inspection du travail, au délégué du personnel ou leur supérieur hiérarchique, confie Ali Serhani, directeur associé du bureau de recrutement et de conseil RH Gesper Services. □

Chômage, ce drame silencieux

■ Infarctus, hypertension, stress post-traumatique... les risques encourus par les chômeurs

■ Dévalorisation, perte d'estime de soi... une lente dégradation de l'état psychique

CHACQUE année, en France, près de 900 chômeurs se suicident faute d'un accompagnement médical adéquat. Pour Michel Debout, pionnier de la prévention du suicide, ce drame silencieux doit cesser. C'est dans ce sens que le médecin spécialiste reconnu vient de publier un ouvrage intitulé «Le traumatisme du chômage, alerte sur la santé de 5 millions de personnes». Un livre qui décrit les retombées psychologiques et physiques de la privation de travail et qui donne au lecteur les solutions pour prévenir plutôt que guérir. L'on apprend ainsi à travers cet ouvrage que la perte d'emploi entraîne une réelle fragilisation. Le chômeur risque selon l'auteur de développer de l'hypertension, un infarctus ou encore des maladies chroniques. Il peut également selon l'auteur y avoir des risques psychiques ainsi qu'un état intense de stress post-traumatique dont les symptômes sont



Dans son dernier livre, le médecin et psychiatre Michel Debout décrit les risques sanitaires encourus par les chômeurs après un licenciement. Ces derniers peuvent en effet développer de l'hypertension, un infarctus ou encore des maladies chroniques. Ils peuvent également y avoir d'importantes séquelles psychiques (Ph. www.altermonde-sans-frontiere.com)

la perte d'appétit et de sommeil ou encore l'irritabilité. Le chômeur peut également être gagné par un sentiment de dévalorisa-

tion et une perte d'estime de soi. Des facteurs qui peuvent facilement entraîner à long terme chez la personne une dépression. Le processus du chômage entraîne en fait une lente dégradation de la santé psychique de l'individu, qui se répercute ensuite sur sa santé physique et globale. Pour prévenir ces symptômes, Michel Debout suggère tout d'abord d'agir en amont, notamment au cours de la phase du licenciement, qu'il soit collectif ou individuel. L'employeur ou le responsable des ressources humaines doit prendre le temps d'expliquer au collaborateur les raisons de son licenciement et ne pas le laisser livré à lui-même. Il doit aussi prévenir le salarié des risques de stress traumatiques encourus suite à son départ. L'auteur conseille également d'instaurer une consultation médicale obligatoire dans les deux à trois mois suivant l'«expulsion» afin d'apprécier et de constater l'état du chômeur. Une visite médicale qui pourrait se faire auprès de la médecine du travail, d'un médecin traitant ou d'un centre de soins de l'Assurance maladie. □

K. A.

Karim AGOUMI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Votre calendrier de formation

■ **Exigences et démarche sécurité Ohsas 18001**

Date : 5-6 mars
Tél. : 05.22.45.12.72
E-mail : acting@acting.ma

■ **Traitement des réclamations clients selon Iso 10002**

Date : 9-10 mars
Tél. : 05.22.45.12.72
E-mail : acting@acting.ma

■ **Maîtriser les techniques et les procédures de l'évaluation annuelle**

Date : 9-10 mars
Tél. : 05.22.48.61.16
E-mail : info@adequation.ma

■ **Iso 9001 V 2015 Préparer la transition de votre SMQ**

Date : 9-10-11 mars
Tél. : 05.22.94.55.33
E-mail : Khanssa.ghafar@afnor.org

■ **La fraude interne, comment la connaître, la comprendre, la déjouer?**

Date : 10 mars
Tél. : 06.63.75.11.57
E-mail : lamia.benziane@pedagogia.ma

■ **6 Sigma: principes et démarche de mise en oeuvre**

Date : 11-13 mars
Tél. : 05.22.45.12.72
E-mail : acting@acting.ma

■ **Les techniques efficaces de recrutement**

Date : 11-12 mars
Tél. : 05.22.48.61.16
E-mail : info@adequation.ma

■ **L'analyse de la valeur et l'innovation créative**

Date : 12-13 mars
Tél. : 05.22.45.12.72
E-mail : acting@acting.ma

■ **Iso 50001: Système de management de l'énergie - Engager une démarche d'optimisation des consommations énergétiques**

Date : 16-17 mars
Tél. : 05.22.94.55.33
E-mail : Khanssa.ghafar@afnor.org

■ **La motivation, théorie et pratique**

Date : 16-17 mars
Tél. : 05.22.48.61.16
E-mail : info@adequation.ma

■ **La gestion rationnelle du temps**

Date : 18-19 mars
Tél. : 05.22.48.61.16
E-mail : info@adequation.ma

■ **Mettre en oeuvre une GPEC**

Date : 18-19 mars

Tél. : 05.22.45.12.72

E-mail : acting@acting.ma

■ **Introduction aux normes IAS-IFRS**

Date : Agadir: 20 mars - Rabat: 27 mars
Tél. : 05.37.72.05.78
06.00.67.86.98

E-mail : cagexgroup@gmail.com

■ **Cycle de formation certifiant à la PNL**

Date : 21-22 mars
Tél. : 05.22.26.40.81/82

E-mail : aidouch@abacus.ma

■ **Auditeur qualité Ircia - Qualification d'auditeurs tierce partie Iso 9001**

Date : 23 au 27 mars
Tél. : 05.22.94.55.33
E-mail : Khanssa.ghafar@afnor.org

■ **Organiser juridiquement les relations des investisseurs financiers avec les autres actionnaires/dirigeants**

Date : 12 mai
Tél. : 05.22.23.74.85
E-mail : fdrissi@amic.org.ma

■ **Marketing digital academy by Kavaa**

Date : 1-2-3 avril
Tél. : 05.37.77.96.05

E-mail : s.tronnebati@kavaa.net

■ **Les normes IFRS, fiscalité approfondie, communication écrite et orale, perfectionnement Excel**

Date : Avril
Tél. : 05.22.48.65.79

E-mail : audina@menara.ma

Contact:
Mohamed EL OUADI IDRISI
melouadi@leconomiste.com

DEMANDES & OFFRES D'EMPLOI

<p>JH 35 ans</p> <p>Responsable des opérations logistiques et achats BAC + 5, 9 ans d'expérience Etudie toute proposition</p> <p>D080</p> <p>Tél : 06.63.56.16.90</p>	<p>JH, 40 ans exécutive MBA</p> <p>Grande école, grande expérience dans le management des E/ses Cherche nouvelles opportunités Mekmas@hotmail.fr</p> <p>D079</p> <p>GSM : 06 64 99 99 07</p>	<p>Directeur Administratif Financier</p> <p>Master en Audit Interne et contrôle de gestion 18 ans d'expérience dans multinationale Grands comptes et industrie Etudie toute proposition</p> <p>D074</p> <p>GSM : 06 68 11 82 78</p>	<p>Ingénieur en Génie civil</p> <p>longue expérience (Études & travaux) sur grands projets (Immobiliers, autoroutiers, portuaires) cherche opportunité en Management de projet, direction de chantier ou technique - Email : ds.m2sa@gmail.com</p> <p>D078</p> <p>Tel : 06 65 11 31 75</p>
<p>Responsable Ressources humaines et financière</p> <p>Bac + 6 15 ans d'expérience en Finances RH, Contrôle de gestion Administrative.</p> <p>D070</p> <p>Contact : 06 19 88 50 53</p>	<p>Chauffeur de Patron</p> <p>Et Directeur et Famille Chauffeur de voiture automatique et Chauffeur de camion</p> <p>D069</p> <p>GSM : 06 61 51 10 21</p>	<p>CADRE INGENIEUR D'ETAT</p> <p>JH ING D'ETAT EMI & CSG ISCAE 20 ans d'expérience en top management Industriel Conduite du changement Sullpy chain - Achats DRH et Management Projets</p> <p>D068</p> <p>Tél : 06.21.15.50.20</p>	<p>JF BAC + 5</p> <p>Génie Financier et management d'entreprise Bonne expérience dans le département financier Cherche poste</p> <p>DGHB</p> <p>GSM : 0673 31 23 40</p>
<p>JF Ingénieur</p> <p>9 ans exp en Supply chain, Cherche poste de responsabilité</p> <p>D082</p> <p>Tél : 06 17 28 20 19</p>	<p>JH 35, Bac + 4 comptabilité Master et Finance en cours</p> <p>9 ans d'expérience réussie en multinationale Comptabilité, fiscalité, reporting, gestion de la trésorerie Parfaite maîtrise longue anglaise, cherche poste en finance et comptabilité Disponible immédiatement</p> <p>D067</p> <p>GSM : 06 60 430 124</p>	<p>JF 28 ans</p> <p>Cherche poste de responsable administratif et financier 4 ans d'expérience dans GE Marocaine et Multinationale titulaire d'un Master comptabilité, contrôle de gestion et Audit de l'université de Grenoble</p> <p>D081</p> <p>Tel : 06 61 20 19 72</p>	<p>OFFREZ À VOS ANNONCES LE MEILLEUR IMPACT 30 000 exemplaires 150 000 lecteurs</p> <p>EMPLOI IMMOBILIER AUTO-MOTO CARNET APPELS D'OFFRES ANNONCES LEGALES</p> <p>☎ 05 22 95 36 00 ☎ 05 22 36 58 86</p> <p>L'ECONOMISTE LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN</p>
<p>JF 25 ANS</p> <p>INFOGRAPHISTE (ILLUSTRATEUR - PHOTOSHOP- QUARK XPRESS) 1 AN D'EXPERIENCE CHERCHE POSTE STABLE</p> <p>DGRM</p> <p>GSM : 06 63 88 90 69</p>	<p>JH 27 ANS</p> <p>Coursier - livreur Permis : B Cherche poste</p> <p>DGJA</p> <p>GSM : 0673 68 53 38</p>	<p>JF</p> <p>Secrétariat & Gestion Longue expérience Cherche poste</p> <p>DGAO</p> <p>TEL: 0672 43 11 94</p>	